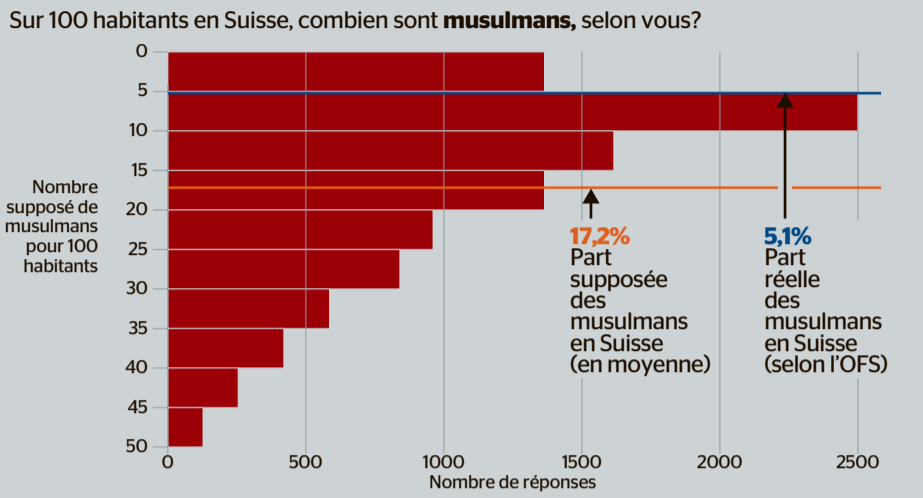
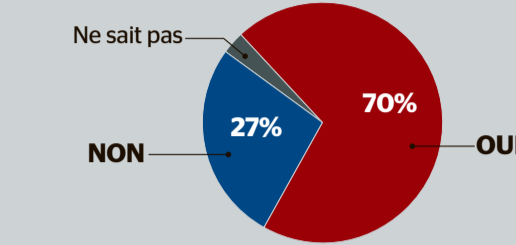


Société

Âge de la retraite, mariage pour tous, Europe: les Suisses donnent leur avis



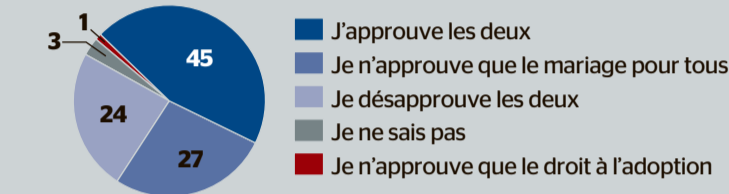
Est-ce que cela vous dérangerait si la proportion de musulmans augmentait en Suisse?



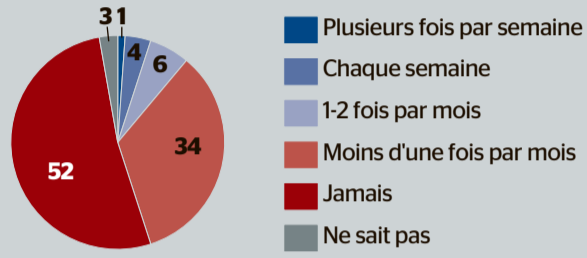
Par affiliation politique

	PLR	PDC	PS	UDC	PES	PBD	PVL
Oui	72	72	38	93	38	66	52
Non	24	24	57	6	55	28	43
Ne sait pas	4	4	5	1	7	6	5

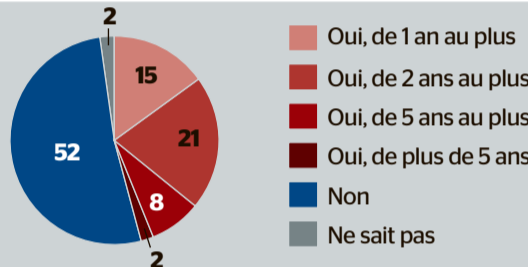
Quelle est votre position sur la question du mariage pour tous et du droit à l'adoption pour les couples homosexuels?



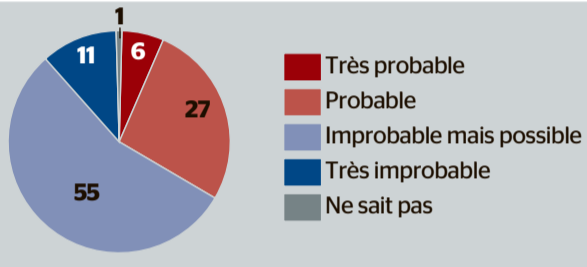
Au cours de la dernière année, à quelle fréquence vous êtes-vous rendu dans un lieu de prière (église, temple, mosquée, etc.)?



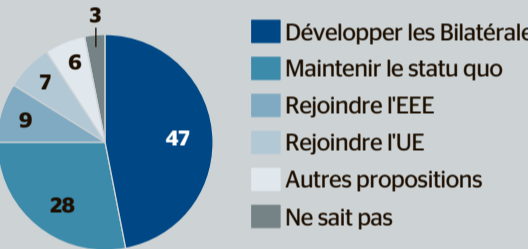
Approuvez-vous l'augmentation de l'âge de la retraite?



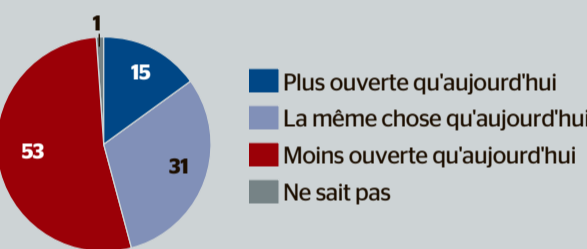
Selon vous, quelle est la probabilité qu'un attentat terroriste soit commis en Suisse au cours des douze prochains mois?



Comment la Suisse doit-elle se comporter vis-à-vis de l'Europe?



Quelle doit être l'ouverture de la Suisse face aux réfugiés?



Sondage en ligne

Méthodologie Pour effectuer cette enquête sur les préoccupations des Suisses, publiée pour la première fois, Tamedia a sondé 17 143 personnes en ligne dans tout le pays, sur une base participative, les 5 et 6 décembre. Les données ont été analysées par les politologues Lucas Leemann et Fabio Wasserfallen, de l'institut LeeWas.

Sujets Neuf thèmes ont été abordés: économie, société et communauté, religion, retraite, environnement, mobilité, sécurité, intégration et migration, et politique étrangère.

Analyse Les réponses ont été pondérées en fonction de variables démographiques, géographiques et politiques. La marge d'erreur annoncée est de 1,1%.

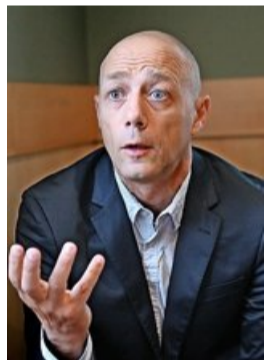
ceux-ci ne représentaient que 7,5% de la population. Avec son rapport d'un à trois entre part effective et part évaluée, la Suisse présente des similitudes avec bon nombre de pays européens. Le plus proche s'avère être les Pays-Bas, observe le politologue Lucas Leemann, chargé de l'analyse du sondage de Tamedia.

L'islamophobie ambiante se nourrit de «fantasmes», ajoute Christophe Monnot. «Nous l'avons constaté avec l'interdiction des minarets. La carte de la présence musulmane en Suisse est l'inverse de celle de la votation. Ceux qui ont voté contre les minarets se trouvaient dans les endroits où il y avait le moins de musulmans.»

Provocations

Ces fantasmes sont alimentés par les faits, nuance le chercheur du GRIS: «Les tensions internes qui agitent l'islam rejouissent dans l'espace public et rendent cette religion d'autant plus visible.» Et de citer l'exemple de la salafiste Nora Illi. Lors de l'entrée en vigueur de la loi interdisant le port du voile intégral au Tessin, le 1er juillet 2016, la convertie s'était promené en niqab dans les rues de Locarno. «Une minorité de musulmans attire l'attention et des groupes politiques ont intérêt à la mettre en avant, mais la grande majorité est constituée de gens comme vous et moi, invisibles, bien intégrés et qui demandent juste à être tranquilles», analyse Christophe Monnot.

«Quand une minorité est stigmatisée, pointée du doigt, il est courant d'exagérer sa présence»



Christophe Monnot
Chercheur à l'Université de Lausanne et membre du Groupe de recherche sur l'islam en Suisse

Les conclusions de ce sondage ont en tout cas de quoi réjouir les partisans de l'initiative fédérale visant à interdire de se dissimuler le visage dans l'espace public, rédigée par le conseiller national soleurois UDC Walter Wobmann - le même qui a fait tomber les minarets en 2009. Christophe Monnot pense que ce texte a des chances d'être accepté dans les urnes. «Ce n'est pas la première fois que nous mettons à l'index une partie de la population qui constitue pourtant la Suisse, regrette-t-il. Nous continuons au cours de l'histoire à reproduire les mêmes schémas.»

Lire aussi en page 5

Les Suisses surestiment le nombre des musulmans

Une hausse de la proportion de musulmans vivant dans notre pays dérangerait sept citoyens sur dix, selon un sondage en ligne de Tamedia. Or, leur nombre est déjà nettement surévalué

Benjamin Keller

«Serez-vous dérangé par une augmentation de la proportion de musulmans en Suisse?» À cette question, 70% des participants à un sondage sur les préoccupations des Suisses ont répondu «oui» ou «plutôt oui». Cette enquête a été réalisée pour la première fois par Tamedia, le groupe de presse qui édite notamment ce journal. Elle révèle en outre que le pourcentage de musulmans en Suisse est fortement surévalué: les sondés estiment la part de personnes appartenant à cette religion à 17,2% dans le pays, alors qu'elle atteint en réalité 5,1%, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La peur de l'islam augmente avec l'âge. Plus des trois quarts des personnes âgées de plus de 65 ans verraient d'un mauvais œil la hausse du nombre de musulmans en Suisse, contre 57% chez les 18-34 ans. Sans surprise, une fracture entre la droite et la gauche se fait clairement sentir à ce sujet. Les électeurs de l'UDC se disent à 93% défavorables à l'expansion de la religion musulmane dans le pays, contre 38% du côté des Verts et des socialistes. Ceux qui votent PDC et PLR se montrent aussi fortement réticents (72%).

Une constante en Europe

Ces résultats, qui révèlent un rejet massif des croyants de la deuxième religion du monde, n'étonnent pas Christophe Monnot, chercheur à l'Institut

de sciences sociales des religions à l'Université de Lausanne et membre du Groupe de recherche sur l'islam en Suisse (GRIS). La perception erronée des sondés quant au nombre de musulmans en Suisse est un «phénomène classique», selon le spécialiste: «Quand une minorité est stigmatisée, pointée du doigt, il est courant d'exagérer sa présence.»

D'ailleurs, cette surévaluation se manifeste partout en Europe. Une enquête menée en 2016 dans 40 pays mettait en exergue un véritable fossé entre les estimations du grand public et les chiffres réels. C'est en France que l'écart était le plus spectaculaire: ils étaient 31% à penser que leurs concitoyens étaient musulmans, alors que

Réfugiés: pour un Suisse sur deux, la barque est pleine

● Au-delà des questions sur l'islam, le sondage de Tamedia montre notamment une volonté de réduire l'ouverture des frontières et de poursuivre la voie bilatérale avec l'Union européenne. Florilège.

Migration

Pour une majorité de sondés, la Suisse accepte trop de réfugiés: 53% des participants à l'enquête considèrent que le pays devrait être moins ouvert qu'aujourd'hui à leur égard, contre 15% qu'il faudrait l'être davantage et 31% qui jugent la situation actuelle satisfaisante. Les urbains (21% pour plus d'ouverture, 46% contre) font preuve de davantage de sens de l'hospitalité que les habitants de la campagne

(12% pour, 56% contre) et des agglomérations (12% pour, 55% contre). Les universitaires (23% pour) se montrent les plus accueillants.

Union européenne

Alors que le peuple suisse accepte parfois des initiatives qui mettent en danger les relations bilatérales avec l'Union européenne, une majorité de répondants à l'enquête réaffirme son attachement aux accords conclus avec Bruxelles. Près de la moitié (47%) juge qu'il faut les renforcer et plus d'un quart (28%) que le statu quo s'impose. Le camp pro-adhésion à l'Union européenne ne rassemble plus qu'une poignée de résistants: ils ne sont que 7% à rêver d'un

rattachement de la Suisse aux Vingt-Huit. Ces irréductibles sont à chercher principalement du côté des électeurs Verts et socialistes.

Environnement

Le changement climatique préoccupe fortement. Pour 65% du panel, il s'agit d'un «gros» ou «plutôt gros» problème pour la Suisse. Seulement 8% des sondés n'y voient aucune menace. En tête des mesures privilégiées pour y remédier au niveau individuel figurent l'achat d'appareils ménagers plus efficaces, la diminution des voyages en avion ou la réduction de la consommation de viande. Outre le réchauffement, 63% des internautes s'inquiètent de l'utilisation de pesticides.

Retraites

S'agissant de leurs ressources financières à la retraite, un peu moins de la moitié des sondés (46%) les jugent insuffisantes. Les femmes (51%) sont davantage que les hommes (42%) à sonner l'alarme. Les jeunes sont les plus inquiets: les 18-34 ans sont 56% à craindre que leur retraite soit trop maigre, alors que 29% de ceux qui perçoivent déjà leur pension l'estiment trop basse. 52% des répondants ne veulent pas d'un relèvement de l'âge de la retraite, à parts égales entre les hommes et les femmes. 15% soutiennent une hausse d'une année au maximum, 21% de deux ans et 2% de plus de cinq ans.